

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 8 DECEMBRE 2014

Envoyé en préfecture le 17/12/2014

Reçu en préfecture le 17/12/2014

DELEGUES :	Affiché le	SEBA EAU
Nombre		79
Quorum		40
Présents		46
Pouvoirs		5
Votants		51
Abstentions		1
Suffrages exprimés		50
Majorité requise		26
Pour		50
contre		0

## OBJET : N° 2.7.2.2. – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 GESTION GENERALE –

L'an deux mille quatorze, le huit du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

### Titulaires présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques et PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre et GRASSET Guillaume (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mmes TOURRE Nathalie et CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. BARALE Ange et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) : <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u></b> M. DURIEU Jean-Marie <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
---	---

### Titulaires ayant donné procuration :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) à M. SAUBIN Philippe	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. IMMACOLATO Jean-Pierre (vallon Pt d'Arc) à M. BARALE Ange <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> M. MARRON Jacques à M. Jean-Claude BACCONNIER M. UGHETTO René à M. Jean PASCAL
--	--

### Titulaires excusés :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> Mme CHAGOT Patricia (Grospierres) / MM. CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / Mme CHARROUD Annie et M. SOUTEYRAND Marc (Ucel)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREYT Jean-Pierre <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

### Titulaires absents :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume)/ PONTHER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermant et Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. RISSE Michel (Malbosq) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / M. AVIAS Cyrille-Christophe(Ucel)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> M. CHAULET Edouard <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals)
--	---

### Suppléants présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. MAURICE Fabrice (Grospierres) / BAYONI Jacques (Pont-De-Labeaume) / FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> Mme RAOUX Chantal <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M. CHARRIERE Jacques (CDC Gorges de l'Ardèche)
---	---

Le Secrétaire de séance est : M. GRASSET Guillaume

- 1/5 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

**OBJET : N° 2.7.2.2. – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 GESTION GENERALE –****ELEMENTS COMMUNS AUX 3 BUDGETS PRIMITIFS**

- **Un budget agrégé pour 3 budgets et 5 sous-budgets**

Comme les années précédentes et pour une meilleure lisibilité et une plus grande appréhension des enjeux syndicaux, le Budget Primitif 2014 est présenté de manière agrégée et reprend les éléments généraux de ces trois composantes que sont :

- le Budget Principal de Gestion Générale dénommé « BP 2014 Gestion Générale », sous nomenclature comptable M14 ;
- le Budget Annexe n° 1 de l'Alimentation en Eau Potable dénommé « BP 2014 Alimentation en Eau Potable », sous nomenclature comptable M 49 ;
- le Budget Annexe n° 2 de l'Assainissement dénommé « BP 2014 Assainissement », sous nomenclature comptable M 49.

Les deux Budgets Annexes cités font l'objet d'une déclinaison analytique par sous-budgets, à savoir :

- pour le Budget Annexe n° 1 de l'Alimentation en Eau Potable, le sous-budget « AEP 44 » et le sous-budget « AEP Pont de Veyrières »,
- pour le Budget Annexe n° 2 de l'Assainissement, le sous-budget « Assainissement Collectif » et le sous-budget « Assainissement Non Collectif ».

**Ce qui change ou va changer :** La modification statutaire (adhésion des Communautés de Communes pour l'ANC) en cours obligera le SEBA à créer au 1<sup>er</sup> janvier 2016, non plus un sous-budget « Assainissement Non Collectif » (qui ne fait l'objet d'aucun vote formel), mais un véritable budget soumis au vote du collège d'élus concernés. Ipso facto, un budget spécifique « Assainissement Collectif » sera également créé. Ce faisant, il a été décidé par le Collège Exécutif de procéder de la même manière pour le secteur AEP en créant un budget « AEP Production » et un budget « AEP Distribution ».

Dans cette perspective, les deux budgets annexes actuels « AEP » et Assainissement » ont été construits à partir de véritables budgets - restant informels - « AEP Production », « AEP Distribution », « Assainissement Collectif » et « Assainissement Non Collectif ».

A cette occasion, le Collège Exécutif a souhaité abandonner l'actuelle clé de répartition des charges supportées par le Budget Gestion Générale fondée sur le niveau de recettes de l'année N-1 des budgets « AEP Production », « AEP Distribution » et « Assainissement » et de lui substituer une clé de répartition fondée sur les dépenses. Ce nouveau dispositif qui s'appliquera dès le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et donc pour les budgets 2015 fait l'objet du rapport 2.6 de la présente séance.

- **Absence de reprise des excédents reportés**

Comme les années précédentes, les Budgets Primitifs sont régulièrement votés avant la fin de l'exercice budgétaire antérieur, de sorte que les résultats définitifs des Comptes Administratifs ne sont donc pas connus précisément et ont dû être extrapolés pour avoir des tendances relativement significatives et permettre la construction des Budgets Primitifs 2015. Les crédits proposés font donc abstraction d'une reprise intégrale des résultats antérieurs. Ceux-ci ne seront repris qu'après le vote des Comptes Administratifs 2014 via les Décisions Modificatives au cours de l'exercice 2015.

**Ce qui change ou va changer :** Les budgets informels « AEP Production » et « Assainissement Non Collectif » sont équilibrés grâce au recours d'une partie de l'excédent 2014.

- **Economie générale conforme au débat d'orientation**

La construction des différents budgets du SEBA reprend, pour l'essentiel, les grandes orientations présentées et actées pour certaines d'entre-elles lors du Débat d'Orientations Budgétaires organisé le 4 Novembre 2014 et rappelées brièvement ci-après :

**Eléments ayant un impact sur la construction budgétaire 2015**

- ✓ **\*Les facteurs externes qui s'imposent au SEBA**
- ✓ Une inflation proche de 2 % depuis 2010 en net recul en 2014 : 0,3 %
- ✓ Une baisse importante de la consommation annuelle tant en 2013 qu'en 2014 entraînant une baisse de la part variable des recettes
- ✓ Des conditions d'accès aux crédits plus intéressantes
- ✓ Un niveau des aides extérieures au mieux maintenu
- ✓ Le gel des salaires dans la fonction publique
- ✓ **\*Les facteurs internes générés par le SEBA**
- ✓ Les avenants aux contrats de DSP ont généré depuis 2013 un transfert de charges compensées par une baisse des tarifs syndicaux
- ✓ Une bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement
- ✓ Un recours à un prêt à taux variable extrêmement favorable
- ✓ Le prix de l'eau (5,78 euros TTC /m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> juin 2014) reste très supérieur à la moyenne nationale
- ✓ La mise en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 du multiple de part fixe
- ✓ Un volume des travaux satisfaisant s'élevant à 7,4 M€ et un taux de réalisation de l'ordre de 49 %

## RAPPEL DES PRINCIPALES PROPOSITIONS D'ORIENTATION 2015 ET CHOIX OPERES

### ➤ Propositions d'orientation et d'application 2015 :

- **vis-à-vis des usagers :**

- pas d'augmentation des tarifs de base A.E.P. et Assainissement Collectif (Orientation)

**Choix opéré : harmonisation des différentes tranches et tarifs uniques à l'horizon 2015 (Cf. rapport 2.4 de la présente séance) ;**

- interrogation pour une prise en compte ou non de l'inflation (orientation)

**Choix opéré : prise en compte de l'inflation (+ 0,3%) sur les seules redevances de la facture d'eau et d'assainissement (Cf. rapport 2.4 de la présente séance) ;**

- revalorisation des tarifs du SPANC (Orientation)

**Choix opéré : refonte totale de la grille tarifaire faisant évoluer fortement les tarifs (Cf. rapport 2.4 de la présente séance) ;**

- révision de l'ensemble des tarifs (Orientation) –

**Choix opéré : révision à la marge (Cf. rapport 2.4 de la présente séance).**

- **vis-à-vis des collectivités-membres :**

- maintien du dispositif antérieur avec clarification des priorisations (Orientation participations communales)

**Choix opéré : prévoir des dispositions au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et ouverture d'une ligne de crédit spécifique pour les opérations d'assainissement ;**

- mise en œuvre de pénalités au titre des articles 6.2.2 pour AEP Production (consommation minimale tant annuelle qu'estivale » pour les collectivités du SEBA Production) et 6.2.3 (dépassements journaliers récurrents – pénalités) pour l'ensemble des collectivités adhérentes) des statuts (Orientation)

**Choix opéré : mise en œuvre en 2015 (Cf. rapport 1.6 de la présente séance) ;**

- itou pour les demandes de souscriptions nouvelles (Orientation) ;

**Choix opéré : étude en fonction formelle et précise du SIVOM ODS (renvoi ultérieur).**

### ➤ Réflexions engagées sur :

- expérimentation de « tarification sociale » et/ou « traitement social de la facture d'eau » (Orientation)

**Choix opéré : déclaration de candidature et mise en œuvre en 2015 sans augmentation de tarif pour les usagers (Cf. rapport 2.5 de la présente séance) ;**

- mutualisation du SPANC (Orientation)

**Choix opéré : adhésion de Communauté(s) de Communes (Cf. rapport 1.4 de la présente séance).**

Le SEBA s'oriente vers un maintien des tarifs pour les usagers mais en prenant en compte l'impact de l'inflation constatée. Ce faisant,

- Il garde ses capacités pour continuer à investir dans les secteurs lui apparaissant déficitaires ;
- Il se constitue aussi des réserves pour soit reprendre la gestion de ses services eau et assainissement en régie (nécessité d'avoir une trésorerie initiale pour faire aux dépenses dans l'attente de percevoir le produit des redevances, d'investir dans du matériel, des véhicules, de recruter, etc.), soit négocier dans de bonnes conditions une gestion déléguée nouvelle (possibilité de prendre en charge l'intégralité des investissements, de télélever les compteurs, etc.), soit encore pour faire face à des aléas ;
- Il utilise une partie de ses capacités pour financer les dispositions du traitement social de la facture d'eau ;
- Il s'offre la possibilité de ne pas augmenter les tarifs pour les usagers pour les années à venir, voire de diminuer le tarif de l'eau pour compenser la hausse attendue du tarif assainissement lié aux importants travaux à venir dans ce secteur. ;

### BUDGET PRIMITIF AGREGÉ 2015

L'ensemble des trois projets de Budget Primitif Agrégé 2015 s'établit à la somme de 28 047 650 €, dont 4 310 250 € sont inscrits en section d'exploitation (15 %) et 23 737 400 € en section d'investissement (85%) à comparer aux chiffres de l'exercice antérieur qui était de 20 147 208 € dont 4 588 380 en section d'exploitation et 15 558 828 en section d'investissement.

NDLR : le Budget Primitif agrégé 2015 présenté sous forme d'un tableau synthétique (en cours de séance) ne donne pas lieu à vote, car n'étant qu'un document informel.

**Modalités de vote des 3 budgets :**

Les trois budgets doivent être élaborés et votés séparément et, ce, avant le 31 mars de l'année N, conformément à la réglementation en vigueur. Selon les dispositions arrêtées au sein du SEBA, ces trois budgets sont votés :

- par sections,
- par chapitres,
- par opérations d'investissement,
- par crédits de paiement. (traduction des « AP/CP »)
- par fonction et par nature.

Le Budget Général et le Budget AEP sont votés par l'ensemble des délégués alors que le Budget Assainissement est voté exclusivement par les délégués du SEBA 37 (+ les quatre délégués de Communautés de Communes).

**- BUDGET PRIMITIF 2015 – GESTION GENERALE**

Le projet de Budget Primitif 2015 « Gestion Générale » s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 1 589 000 € contre 1 736 200 € en 2014 (-8,50%) ; 1 382 000 € sont inscrits à la section de fonctionnement [contre 1 379 800 € en 2013 - (+0,16%)] et 207 000 € à la section d'investissement [contre 346 400 € (- 40,24%) en 2013].

La diminution des crédits de fonctionnement de d'investissement provient des dotations aux amortissements car, en M14, les amortissements des bâtiments et des voiries ne sont pas une obligation (cf. délibération du même jour préalable au vote du budget n° 2.7.1).

**Section de fonctionnement****Les recettes :**

Ce budget est alimenté pour la quasi-totalité de ses ressources par les deux budgets annexes (décomposé en quatre sous budgets) qui financent ainsi les charges de structure du Syndicat. Ainsi 590 780 € proviennent du budget AEP et 686 222 € du budget Assainissement calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition (cf. délibération préalable au budget n° 2.6) qui tiennent compte d'une approche du coût réel du service, non plus de deux budgets annexes mais des quatre sous-budgets. Il a été identifié les charges spécifiques de chaque service et les autres charges par nature mutualisés ainsi que par le loyer de 64 000 € dû par le délégataire.

Les autres recettes consistent en des atténuations de charges de 25 000 € correspondant pour partie au remboursement des salaires des agents en congés maladie et des participations d'Etat à un contrat « emploi avenir ».

Enfin, en opérations internes, des écritures concernent des chèques déjeuners pour 11 000 € et des travaux en régie pour 5 000 €.

**Les dépenses concernent principalement :**

- les charges à caractère général pour 207 000 € contre 191 500 € en 2014 (+ 8,09%) ;
- les frais de personnels pour 851 000 € contre 854 000 € en 2014 (-0,35 %) ;
- les autres charges de gestion courantes pour 91 500 € contre 90 000 € en 2014 (-1,67 %) ;
- les charges financières pour euros 35 800 € contre 48 300 € en 2014 (-25,88%) ;
- la dotation aux amortissements pour 83 550 € contre 165 000 € en 2014 (-49,36%), baisse due au retrait des amortissements des bâtiments ;
- les charges exceptionnelles (provisions) pour 4 150 € contre 22 000 € en 2014 (-81,14%) ;
- les dépenses imprévues pour 15 000 € contre 9 000 € en 2014 (+ 66,67%).
- Le virement à la section d'investissement pour 94 000 € correspondant au remboursement du capital des emprunts.

**Section d'investissement****Les recettes proviennent de :**

- la dotation aux fonds divers et réserves pour 29 450 € correspondant au FCTVA,
- la dotation aux amortissements pour 83 550 € (opération d'ordre),
- la virement de la section de fonctionnement pour 94 000 €.

**Les dépenses sont constituées :**

- d'un crédit de 71 500 € pour finaliser les travaux de la Sigalière
- d'un crédit de 15 000 € pour acquisition d'un véhicule,
- d'un crédit de 5 000 € correspondant à l'acquisition éventuelle de matériels informatiques,
- d'un crédit de 2 000 € pour éventuel achat de mobilier,
- d'un crédit de 1 500 € pour extincteurs,
- du remboursement du capital pour 94 000 €,
- des travaux en régie pour 5 000 €,
- des dépenses imprévues pour 13 000 €.
-

Les Commissions des Finances/Administration Générale et des Travaux/Services Publics ont été saisies du présent projet de budget respectivement les 2 et 3 décembre 2014 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 2 décembre 2014.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur le projet de Budget Primitif Principal 2015 « Gestion Générale » tel que présenté par le Président.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à la majorité des membres présents ou représentés, (1 abstention M. Eric VEYRENC) **ADOpte** cette proposition telle que résumée dans la balance ci-après :

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
	DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 382 000,00
	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00
	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 382 000,00
<b>INVESTISSEMENT</b>		
	DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	207 000,00
	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00
	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	207 000,00
<b>TOTAL</b>		
	TOTAL DU BUDGET (3)	1 589 000,00

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL